

Délibération n°17

Effectif légal du conseil
communautaire :
60

Nombre de conseillers
en exercice :
60

Nombre de conseillers
présents ou représentés :
56

Nombre de votants :
56

Date de convocation :
29 juin 2022

Date d'affichage de la liste des
délibérations :
13 juillet 2022

**Objet : Document cadre relatif
au régime indemnitaire et
notamment au régime tenant
compte des Fonctions, des
Suggestions, de l'Expertise et de
l'Engagement Professionnel
(RIFSEEP) : approbation des
modifications**

L'AN deux mille vingt-deux, le mardi 05 juillet, le conseil communautaire, convoqué le 29 juin 2022 s'est réuni à Mozac, Salle l'Arlequin, à 19 heures, sous la présidence de M Frédéric BONNICHON, Président.

PRESENTS

Mme ABELARD Nathalie, M AGBESSI Eric, M AYRAL Jean-Paul, M BARBECOT Jacques, M BEAURE Nicolas, M BELDA José, M BIGAY Bertrand, M BONNICHON Frédéric, M BOUCHET Boris, Mme CACERES Marie, M CARTAILLER Philippe, M CAZE Alain, M CHASSAGNE Eugène, M DE ABREU Jérôme, Mme DE MARCHI Véronique, M DERSIGNY Eric, M DESMARETS Pierre, M DUBOIS Gérard, M DUCHÉ Dominique, Mme DUPONT Laurence, M GAILLARD Philippe, M GAUTHIER Patrice, M GRENET Daniel, Mme GRENET Michèle, M GRENET Roland, M HEBRARD Jean-Pierre, M JEAN Daniel, Mme LAFARGE Anne-Catherine, M MAGNET Fabrice, Mme MARTINHO Corinne, M MELIS Christian, M MESSEANT Jean-François, M MICHEL Didier, Mme MOURNIAC-GILORMINI Virginie, Mme NIORT Nathalie, M RAYMOND Vincent, M RAYNAUD Jean-Louis, M ROUGEYRON Denis, Mme ROUSSEL Sandrine, M THEVENOT Laurent, M VERMOREL Pierrick, Mme VEYLAND Anne, M VILLAFRANCA Grégory, **titulaires.**
Mme BURIAS Céline **suppléante.**

ABSENTS EXCUSÉS :

Absents représentés ou suppléés :

- Mme BERTHELEMY Hélène *a donné pouvoir* à M DESMARETS Pierre
- M BRAULT Charles *a donné pouvoir* à M VILLAFRANCA Grégory
- M CHANSARD Gérard *a donné pouvoir* à M BEAURE Nicolas
- M CHAUVIN Lionel *a donné pouvoir* à M BONNICHON Frédéric
- M DEAT Alain *a donné pouvoir* à M DUBOIS Gérard
- Mme HOARAU Catherine *a donné pouvoir* à Mme CACERES Marie
- M IMBERT Didier *a donné pouvoir* à M MAGNET Fabrice
- Mme PANIAGUA Murielle *a donné pouvoir* à M JEAN Daniel
- Mme PERRETON Régine *a donné pouvoir* à M RAYMOND Vincent
- Mme PIRES-BEAUNE Christine *a donné pouvoir* à M DE ABREU Jérôme
- M REGNOUX Marc *a donné pouvoir* à M JEAN Daniel
- Mme VAUGIEN Evelyne *a donné pouvoir* à M RAYNAUD Jean-Louis

- M MAGNOUX André, conseiller communautaire unique de MALINTRAT, remplacé par Mme BURIAS Céline, conseillère communautaire suppléante

Absents :

- M BOISSET Jean-Pierre
- M CHASSAING Pierre
- M PECOUL Pierre
- M WEINMEISTER Nicolas

< > < > < > < > < >

Secrétaire de Séance : M AGBESSI Eric

Rapport n°17 – Document cadre relatif au régime indemnitaire et notamment au régime tenant compte des Fonctions, des Suggestions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) : approbation des modifications

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique,
Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,
Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,
Vu la délibération cadre n°20180206.20 relative au régime indemnitaire et notamment au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) du conseil communautaire 6 février 2018,
Vu la délibération n° 20180911 29 du conseil communautaire du 11 septembre 2018 portant attribution du RIFSEEP, aux conservateurs du patrimoine et des bibliothèques aux assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques et attachés de conservation du patrimoine,
Vu la délibération n°20200723 22 du conseil communautaire du 23 juillet 2020 portant attribution du RIFSEEP aux ingénieurs territoriaux et techniciens territoriaux,
Vu le tableau des effectifs,

Considérant que les négociations avec les représentants du personnel de RLV, ont abouti à la signature d'un protocole d'accord le 5 mai 2022, annexé à la présente délibération et portant les modifications suivantes :

- Ajustement de certains groupes de fonction : avec une définition plus précise de certains groupes de fonction,
- Revalorisation des bornes plancher et « médian », à compter du 1er avril 2023, pour chaque groupe de fonction,
- Mise en place d'une possibilité d'IFSE « dérogatoire » pour les nouveaux agents, permettant dans certains cas de tenir compte d'un régime indemnitaire antérieur,
- Disparition de l'IFSE de compensation pour les agents en place au sein de RLV, qui la percevait, ce qui permet l'évolution de leur rémunération, à compter du 1er juillet 2022,
- Evolution du montant du régime indemnitaire au sein d'un même groupe de fonction, à compter du 1er septembre 2022 : La valorisation de l'expérience professionnelle est basée sur un montant unique et identique pour tous les agents, d'une valeur de 20 €/mois (soit 240€ brut / an). Cette valorisation est intégrée au montant de l'IFSE. La première valorisation aura lieu le 1er septembre 2022, pour un montant de 25€/mois. Par la suite, les augmentations futures s'effectueront dans le cadre du cycle de 3 ans,

Considérant l'avis du comité technique du 5 mai 2022,

Le conseil communautaire, sur proposition du Président, et à l'unanimité, décide :

- **De prendre acte du protocole syndical portant révision du régime indemnitaire signé de 5 mai 2022, figurant en annexe 1 ;**
- **D'approuver le document cadre « Régime indemnitaire et notamment RIFSEEP » modifié en conséquence, en annexe 2, qui prévoit notamment :**
 - **les conditions d'attribution de l'IFSE,**
 - **les conditions d'attribution du complément indemnitaire,**
 - **les conditions d'attributions des primes spécifiques pour les cadre d'emploi non concernés par le dispositif RIFSEEP.**

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois, an que dessus.

**Pour extrait conforme.
A Riom, le 06 juillet 2022**

Le Président
Frédéric BONNICHON



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
Date de réception préfecture : 11/07/2022

PROTOCOLE SYNDICAL REVISION DU REGIME INDEMNITAIRE

PREAMBULE

Le 1^{er} janvier 2017, les communautés de communes de Riom Communauté, Volvic Sources et Volcans et Limagne d'Ennezat ont fusionné pour former la communauté d'agglomération Riom, Limagne et Volcans. Soucieux de permettre à chaque agent de trouver sa place dans cette nouvelle organisation et afin d'harmoniser les pratiques issues des différentes collectivités, un important travail de concertation sociale s'est tenu avec les représentants du personnel.

Ce travail a abouti à la signature, à l'unanimité, d'un protocole d'accord syndical temps de travail et RIFSEEP le 26 janvier 2018.

De nombreuses autres actions ont été initiées en collaboration avec les partenaires sociaux (démarche qualité de vie au travail ; négociation contrat groupe prévoyance...).

Le nouveau travail de concertation s'inscrit dans ce process d'amélioration continue.

En effet, lors de la mise en œuvre du protocole d'harmonisation sociale au sein de Riom Limagne et Volcans, il avait été convenu une clause de revoyure au bout de 3 ans.

A cette occasion, il avait été convenu de revenir sur la partie du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) qui concerne l'IFSE (indemnité de fonction de sujétion et d'expertise) et notamment définir la manière de faire évoluer les agents au sein d'un groupe de fonction donné.

L'objectif d'une réévaluation du régime indemnitaire est multiple :

- Attractivité et image vis-à-vis de l'extérieur ;
- Motivation des agents – donner une perspective d'évolution du régime indemnitaire régulière et sur toute la carrière ;
- Limiter le taux de rotation des agents ;
- Anticiper les difficultés de recrutements qui se multiplient dans certains secteurs d'activité faute de candidats (petite enfance où les problématiques sont déjà prégnantes...);
- Maintien des 31 groupes de fonction et du système existant qui fonctionne bien moyennant certains ajustements.

Pour ce faire, la collectivité a prévu une enveloppe de **90 000 € / année complète (hors charges)**, à laquelle s'ajoute une enveloppe complémentaire équivalent à 22 000 € supplémentaire chaque année pour permettre une évolution dans le temps du régime indemnitaire.

NOUVEAU TABLEAU DES GROUPES DE FONCTION

A l'occasion des travaux au sein du groupe de travail présidé par M. MAGNOUX, conseiller délégué au développement des ressources humaines et associant les représentants du personnel, la nécessité de réajuster les montants attribués à chaque groupe de fonction est apparue évidente. En effet, il est observé une forte évolution des comportements et du marché de l'emploi durant ces quatre dernières années rendant cette actualisation nécessaire notamment pour permettre à la collectivité d'être plus attractive.

Dans le cadre de la mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), la collectivité est libre de définir le nombre de groupes de fonctions par catégorie hiérarchique et les fonctions qui en relèvent. Au sein de la collectivité, il a été créé des groupes de fonctions qui vont permettre de regrouper les fonctions de niveau sensiblement équivalent. La collectivité a décidé de suivre les recommandations formulées dans les textes et a instauré :

- 4 groupes de fonctions pour les emplois relevant de la catégorie A
- 3 groupes de fonctions pour les emplois relevant de la catégorie B
- 2 groupes de fonctions pour les emplois relevant de la catégorie C

Les groupes de fonctions sont hiérarchisés, le « groupe 1 » devant être réservé aux postes avec le plus de management ou de technicité pour chaque catégorie. Pour chaque groupe de fonction, une définition est apportée pour mieux appréhender le niveau de fonction attendu.

| | | |
|-------------|----|---|
| Catégorie A | A1 | Fonctions stratégiques avec des missions d'arbitrage et de décisions |
| | A2 | Fonctions de directeur ou encadrement d'une structure avec une très grande transversalité du domaine d'activité et/ou ayant un impact déterminant pour la collectivité |
| | A3 | Fonctions d'encadrement, de conception, d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques qui impliquent une forte expertise et des missions avec des enjeux importants pour la collectivité |
| | A4 | Fonctions d'encadrement de proximité ou encadrement fonctionnel et/ou fonction de coordination et de pilotage avec la conduite de projet ou des missions d'expertise |
| Catégorie B | B1 | Fonctions avec de l'encadrement de proximité ou encadrement fonctionnel et/ou nécessitant un niveau d'expertise supérieur à B2 ou un rôle de conseil voire un rôle de référent |
| | B2 | Fonctions nécessitant des connaissances avancées pour des tâches de gestion complexes ou comportant de l'encadrement fonctionnel |

| | | |
|-------------|----|---|
| | B3 | Fonctions nécessitant des connaissances généralistes ou avancées pour des tâches de gestion, d'application ou de contribution |
| Catégorie C | C1 | Fonctions nécessitant des connaissances avancées et/ou une technicité particulière avec de l'encadrement de proximité |
| | C2 | Fonctions nécessitant des connaissances de base et/ou intermédiaire pour des tâches d'exécution et d'application des règles |

| Catégorie | Fonction | Délibération du 6 février 2018 | Proposition de nouvelle grille | | |
|----------------|--|--------------------------------|--------------------------------|----------|-------|
| | | | Min | Max | Ecart |
| A1 | Directeur Général des Services | 2 000 à 2 200 | 2 000,00 | 3 000,00 | 1000 |
| A1 bis | Directeur Général adjoint ou assimilé | 1 500 à 1 700 | 1 500,00 | 2 500,00 | 1000 |
| A2 | Responsable de pôle | 950 à 1 000 | 900 | 2 000,00 | 1100 |
| A2 bis | Directeur / coordinateur | 650 à 840 | 800 | 1 200,00 | 400 |
| A3 | Chargé d'études (spécificités) | 495 à 600 | 550 | 800 | 250 |
| A3 - B1 | Responsable de service (spécificités) | 495 à 600 | 550 | 800 | 250 |
| A3 bis - B1bis | Responsable de service | 400 à 435 | 450 | 700 | 250 |
| A4 - B2 | Chargé d'études | 350 à 435 | 400 | 600 | 200 |
| B2 | Technicien | 350 à 453 | 400 | 600 | 200 |
| B2 | Educateur territorial des activités physiques et sportives eau | 270 à 365 | 400 | 600 | 200 |
| B3 | Educateur Jeunes Enfants | 270 à 297 | 350 | 550 | 200 |
| B3 | Chargé de mission | 300 à 435 | 350 | 550 | 200 |
| B3 | Educateur territorial des activités physiques et sportives terre | 270 à 365 | 350 | 550 | 200 |
| B3 | Gestionnaire dossier référent | 300 à 365 | 350 | 550 | 200 |
| B3 | Responsable de service adjoint | 300 à 365 | 350 | 550 | 200 |
| B3 - C1 | Responsable d'équipe | 270 à 297 | 350 | 550 | 200 |
| B3bis - C1bis | Assistant de conservation bibliothèque | 270 à 297 | 300 | 500 | 200 |
| B3bis - C1bis | Assistant de direction | 210 à 297 | 300 | 500 | 200 |
| B3bis - C1bis | Gestionnaire dossiers instructeurs | 270 à 297 | 300 | 500 | 200 |
| B3bis - C1bis | Médiateur culturel | 270 à 297 | 300 | 500 | 200 |
| B3bis - C1bis | Auxiliaire de puériculture | 210 à 297 | 300 | 500 | 200 |
| C1 bis | Gestionnaire des aires des gens du voyage | 250 à 297 | 300 | 500 | 200 |
| C2 | Agent d'accueil et de surveillance des musées | 210 à 239 | 250 | 450 | 200 |
| C2 | Agent de bibliothèque | 210 à 239 | 250 | 450 | 200 |
| C2 | Agent de maintenance et d'accueil | 210 à 239 | 250 | 450 | 200 |
| C2 | Agent d'animation | 210 à 297 | 250 | 450 | 200 |
| C2 | Assistant administratif (spécificités) | 210 à 297 | 250 | 450 | 200 |
| C2 | Agent technique (spécificités) | 210 à 239 | 250 | 450 | 200 |
| C2 bis | Agent technique / agent de crèche | 150 à 239 | 200 | 400 | 200 |
| C2 bis | Assistant administratif | 150 à 239 | 200 | 400 | 200 |
| C2 bis | Agent technique | 150 à 239 | 200 | 400 | 200 |

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
Date de réception préfecture : 11/07/2022

A noter : l'évolution entre les bornes plancher et médian ne pourra se réaliser qu'à travers le dispositif d'évolutivité tel que défini par la collectivité.

L'« IFSE » (indemnité de fonction, sujétion et expertise) se définit en fonction des missions occupées et non de la manière de servir de l'agent.

Ce nouveau tableau sera applicable au 1^{er} avril 2023.

MAINTIEN A TITRE DEROGATOIRE DU REGIME INDEMNITAIRE

A compter du 1^{er} juillet 2022, l'indemnité différentielle telle que prévue lors de la fusion des trois communautés de communes est remplacée par le dispositif suivant : (1)

CETTE INDEMNITE EST REMPLACEE PAR UN NOUVEAU DISPOSITIF DEFINI COMME SUIVIT :

- Toutefois, pour les nouveaux agents et de manière dérogatoire, le montant de l'IFSE pourra éventuellement faire l'objet d'une négociation notamment lorsque pour certains métiers en tension, la collectivité rencontre des difficultés de recrutement et a besoin d'améliorer son attractivité ou souhaite tenir compte de situations exceptionnelles au sein des services. Cette indemnité est versée mensuellement et apparaît distinctement sur le bulletin de salaire. Son montant sera proratisé en fonction du temps de travail de l'agent. Dans le cadre de la négociation, il sera nécessaire de prendre en compte la situation indemnitaire des agents déjà affectés sur des postes similaires.

Ce dispositif dérogatoire sera maintenu jusqu'à changement de groupe de fonction ou mobilité professionnelle de l'agent.

Cette « IFSE dérogatoire » fera l'objet d'un réexamen individuel annuel par l'autorité territoriale applicable uniquement aux nouveaux agents arrivés dans la collectivité après la signature de ce protocole syndical révision du régime indemnitaire.

L'agent concerné par le réexamen fera l'objet d'un accompagnement spécifique et un échéancier adapté pourra alors être déterminé avec ce dernier.

Un bilan, non nominatif, pourra être réalisé à la demande des membres du Comité technique sur les recrutements qui ont impliqué une dérogation à la règle (nombre d'agents, motifs...) et les situations de réexamen.

-Pour les agents déjà présents dans la collectivité et pour lesquels une indemnité différentielle existe, celle-ci ne sera plus diminuée à chaque évolution de carrière.

(1) *Paragraphe « maintien du régime indemnitaire antérieur ou changement d'employeur » page 14 de la délibération du 6 février 2018.*

EVOLUTIVITE DU MONTANT DU REGIME INDEMNITAIRE AU SEIN D'UN MEME GROUPE DE FONCTION

La prise en compte de l'expérience professionnelle au sein de la collectivité s'applique de manière automatique **tous les 3 ans** pour tous les agents. La valorisation ne pourra se faire que dans la limite du montant plafond de la fonction à laquelle le poste de l'agent est associé. Seul un changement vers une fonction avec un espace indemnitaire et un montant plafond plus important permettra à nouveau une valorisation de l'expérience professionnelle (mais toujours dans la limite du plafond de la nouvelle fonction).

La valorisation de l'expérience professionnelle est acquise et en cas de mobilité interne, le délai de 3 ans ne sera pas réinitialisé.

La valorisation de l'expérience professionnelle est basée sur un montant unique et identique pour tous les agents, d'une valeur de 20 €/mois (soit 240€ brut / an). Cette valorisation est intégrée au montant de l'IFSE. La première valorisation aura lieu le 1er septembre 2022, pour un montant de 25€/mois. Par la suite, les augmentations futures s'effectueront dans le cadre du cycle de 3 ans. La prise en compte de l'expérience débutera à compter de la date d'entrée dans la collectivité en qualité de titulaire, stagiaire ou contractuel permanent.

Exceptions : L'automatisme sera interrompue dans deux cas de figure :

- Un report s'appliquera pour les agents qui font l'objet d'une sanction disciplinaire ou lorsque l'agent ne justifie pas d'une expérience suffisante acquise durant cette période de 3 ans au regard des missions qui lui sont confiées et qui justifient le classement dans le groupe de fonction.
- L'agent devra être en position d'activité durant la période des 3 ans. Ce délai sera prorogé du temps passé dans une position d'inactivité telle que congé parental, disponibilité, détachement sortant ou Congé Longue Maladie (CLM) ou Congé Longue Durée (CLD).

La condition des 3 ans entre deux revalorisations devra être remplie à la date du 1^{er} juin de l'année de réalisation du tableau. La revalorisation prendra alors effet le 1^{er} septembre de l'année où la condition a été remplie.

DELIBERATION REGIME INDEMNITAIRE

Les autres articles de la délibération RIFSEEP adoptée par le conseil communautaire le 6 février 2018 demeurent inchangés.

Pour une facilité de lecture, la délibération RIFSEEP sera intégralement reprise, dans le respect du présent protocole.

SUIVI DU PROTOCOLE D'ACCORD

Les parties signataires de ce protocole s'engagent à le respecter et à le faire évoluer si nécessaire. Toute modification de ce protocole et de ses annexes se fera par voie d'avenants.

L'autorité territoriale est l'interlocuteur unique des organisations syndicales sur les questions relatives au suivi et à l'application de ce protocole. Elle s'engage à apporter une réponse à toute requête dans les meilleurs délais.

Une clause de revoyure, tous les 4 ans est prévue, au présent protocole.

Le présent protocole est signé après avis du comité technique du 5 mai 2022, à l'unanimité des membres présents, et en l'absence du syndicat UNSA.

A Riom, le 5 mai 2022

**Pour le syndicat F.O,
Le Secrétaire,**

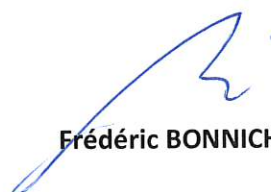


Benoît HEMAR

**Pour l'U.N.S.A,
Le Secrétaire,**

Gilles LOMBARD

Le Président,



Frédéric BONNICHON





**DOCUMENT CADRE RELATIF AU REGIME INDEMNITAIRE
ET NOTAMMENT LE REGIME INDEMNITAIRE
TENANT COMPTE DES SUJETIONS,
DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les délibérations instaurant un régime indemnitaire au sein des communautés de communes de Riom, Volvic Sources et Volcans et Limagne d'Ennezat,

Vu l'avis du Comité Technique de RLV en date du 2 février 2018 et du 5 mai 2022,

Vu le protocole d'accord relatif à l'instauration du RIFSEEP, signé le 25 janvier 2018,

Vu la délibération cadre n°20180206 20 du conseil communautaire du 6 février 2018, relative au régime indemnitaire et notamment le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Vu la délibération n°20180911 29 du conseil Communautaire du 11 septembre 2018 relative à l'extension du RIFSEEP à des agents de la filière Culturelle,

Vu la délibération n°20200723 22 du conseil Communautaire du 23 juillet 2022 relative à l'extension du RIFSEEP à des agents de la filière technique,

Vu l'avis du Comité Technique de RLV en date du 5 mai 2022,

Vu le protocole d'accord relatif à l'instauration du RIFSEEP, signé le 5 mai 2022,

Vu la délibération n°20220705 17 du Conseil Communautaire du 5 juillet 2022 portant modification de la délibération cadre relative au RIFSEEP,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il convient de modifier la délibération cadre du 8 février 2018, conformément au protocole syndical portant révision du régime indemnitaire, au sein de la communauté d'agglomération,

Considérant que le régime indemnitaire (RIFSEEP) se compose :

- d'une part obligatoire, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent et,
- d'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre puisque lié à la manière de servir de l'agent,

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

Considérant que tous les cadres d'emplois ne sont pas éligibles au RIFSEEP,

Considérant la négociation sociale qui a été réalisée sur cette thématique et qui a abouti à la signature du protocole d'accord syndical le 5 mai 2022 ;

Les dispositions suivantes sont arrêtées :

Table des matières

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES A L'ENSEMBLE DES FILIERES | 3 |
| LES BENEFICIAIRES | 3 |
| MODALITES D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE | 3 |
| CONDITIONS DE CUMUL | 3 |
| LES EMPLOIS FONCTIONNELS..... | 4 |
| ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE : DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA | 4 |
| CADRE GENERAL..... | 4 |
| CONDITIONS DE VERSEMENT..... | 5 |
| CONDITIONS DE REEXAMEN | 5 |
| CONDITIONS D'ATTRIBUTION | 5 |
| ◆ Filière administrative..... | 6 |
| ◆ Filière technique..... | 9 |
| ◆ Filière médico-sociale..... | 13 |
| ◆ Filière culturelle..... | 17 |
| ◆ Filière sportive..... | 20 |
| ◆ Filière animation | 21 |
| MODULATION INDIVIDUELLE DE L'IFSE DU FAIT DE CERTAINES MISSIONS :..... | 22 |
| ➤ GESTION D'UNE REGIE | 22 |
| ➤ PARTICIPATION A DES PROJETS TRANSVERSAUX (ASSISTANTS DE PREVENTION ; ACCUEIL DE STAGIAIRES DE LONGUE DUREE ; SERVICES CIVIQUES, APPRENTISSAGE ...) A L'EXCLUSION DES AGENTS PERCEVANT LA NBI A CET EFFET OU DE CEUX DONT L'IFSE PREND DEJA EN COMPTE CES MISSIONS :..... | 23 |
| ➤ INTERIM PAR UN AGENT D'UN COLLEGUE DONT LE TEMPS DE TRAVAIL EST AU MOINS EGAL A 60% DU TEMPS COMPLET, POUR UNE PERIODE SUPERIEURE A 3 MOIS CONSECUTIFS :..... | 23 |
| ➤ INDEMNITE POUR TRAVAIL NORMAL DE NUIT ET INDEMNITE HORAIRE POUR TRAVAIL DE DIMANCHE ET JOURS FERIES..... | 23 |
| ➤ INDEMNITE DE CHLORE..... | 24 |
| ➤ INDEMNITE POUR TRAVAIL DOMINICAL REGULIER | 24 |
| ➤ MODULATION INDIVIDUELLE DE L'IFSE EN LIEN AVEC L'AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL | 24 |
| MODULATION DE L'IFSE DU FAIT DES ABSENCES | 25 |
| MAINTIEN DU REGIME INDEMNITAIRE ANTERIEUR OU CHANGEMENT D'EMPLOYEUR :..... | 25 |
| LES AGENTS LOGES PAR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE..... | 26 |
| ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE DU CIA : DETERMINATION DES MONTANTS MAXIMA DU CIA PAR GROUPES DE FONCTIONS..... | 27 |
| CADRE GENERAL..... | 27 |
| CONDITIONS DE VERSEMENT..... | 27 |
| PRISE EN COMPTE DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL DES AGENTS ET DE LA MANIERE DE SERVIR | 27 |
| CONDITIONS D'ATTRIBUTION | 27 |
| ◆ Filière administrative..... | 28 |
| ◆ Filière technique..... | 29 |
| ◆ Filière médico-sociale..... | 32 |
| ◆ Filière culturelle..... | 34 |
| ◆ Filière sportive..... | 37 |
| ◆ Filière animation | 37 |
| ARTICLE 4 : CADRES D'EMPLOIS NON CONCERNES PAR LE RIFSEEP | 39 |
| Cadres d'emploi : Assistant d'enseignement artistique – professeur d'enseignement artistique. | 39 |
| ARTICLE 5 : DATE D'EFFET | 40 |

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES A L'ENSEMBLE DES FILIERES

LES BENEFICIAIRES

Le régime indemnitaire est attribué :

- Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel et par extension aux emplois fonctionnels (au prorata de leur temps de travail) ;
- Ce régime indemnitaire sera également appliqué **aux agents contractuels** occupant un emploi permanent au sein de la communauté.

Il s'agit des agents contractuels de droit public exerçant leurs fonctions à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel (au prorata de leur temps de travail) lorsqu'ils bénéficient d'un CDI ou d'un CDD en application des articles 3-2, 3-3, 3-4, 38 (travailleurs handicapés), 47 (contractuels sur emploi fonctionnels) et 110 (collaborateurs de cabinet) de la loi du 26 janvier 1984 ou de l'article 9 de la loi du 3 janvier 2001.

Les agents n'appartenant pas à l'une des catégories ci-dessus énumérées ne pourront pas prétendre au versement du régime indemnitaire sauf situation particulière. Il s'agit notamment :

- des agents contractuels de droit public recrutés au titre des alinéas 1 et 2 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 (besoins saisonniers ou occasionnels) ;
- des agents contractuels de droit public recrutés au titre de l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 (remplacement d'agents absents) ;
- des agents contractuels de droit privé (CUI, CAE, services civiques, apprentis...) ;
- des vacataires.

MODALITES D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, ou au titre des autres primes définies ci-après, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie **d'arrêté individuel**, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération **est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.**

En conséquence, le RIFSEEP ne peut pas se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- la prime de fonction informatique
- l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes
- l'indemnité pour travaux dangereux et insalubres
- l'indemnité de travail normal de nuit, dimanche et jours fériés

Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- l'indemnité pour travail dominical régulier ;
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité et indemnité de frais de représentation versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel
- l'indemnité de sécurité (SISIAP)
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE)

LES EMPLOIS FONCTIONNELS

- Prime de responsabilité des emplois administratifs de direction :

Une Prime de responsabilité est attribuée au Directeur Général des services, en application du décret n°88-631 du 6 mai 1988 modifié, relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés.

Liée à l'exercice des fonctions, elle est payable mensuellement en appliquant un taux individuel, fixé dans la limite d'un taux maximum de 15%, au montant du traitement soumis à retenue pour pension de l'agent (indemnité de résidence, primes et SFT non compris)

- Régime indemnitaire des emplois fonctionnels

Conformément à l'article 13-1 du décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés, les fonctionnaires détachés sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services, Directeur ou de Directeur des services techniques bénéficient du régime indemnitaire fixé pour leur grade d'origine.

Les agents recrutés au titre de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée bénéficient du régime indemnitaire d'un fonctionnaire territorial placé dans une situation comparable pour l'occupation de cet emploi.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE : DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, **une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE)** ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents. Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Elle reposera ainsi sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les critères suivants :

- **Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;**
- **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;**
- **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.**

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

Les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
Date de réception préfecture : 11/07/2022

CONDITIONS DE VERSEMENT

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel.

La prise en compte de l'expérience professionnelle au sein de la collectivité s'applique de manière automatique **tous les 3 ans** pour tous les agents. La valorisation ne pourra se faire que dans la limite du montant plafond légal de la fonction à laquelle le poste de l'agent est associé. Seul un changement vers une fonction avec un espace indemnitaire et un montant plafond plus important permettra à nouveau une valorisation de l'expérience professionnelle (mais toujours dans la limite du plafond de la nouvelle fonction).

La valorisation de l'expérience professionnelle est acquise et en cas de mobilité interne, le délai de 3 ans ne sera pas réinitialisé.

La valorisation de l'expérience professionnelle est basée sur un montant unique et identique pour tous les agents, d'une valeur de 20 €/mois (soit 240€ brut / an). Cette valorisation est intégrée au montant de l'IFSE. La première valorisation aura lieu le 1er septembre 2022, pour un montant de 25€/mois. Par la suite, les augmentations futures s'effectueront dans le cadre du cycle de 3 ans. La prise en compte de l'expérience débutera à compter de la date d'entrée dans la collectivité en qualité de titulaire, stagiaire ou contractuel permanent.

CONDITIONS DE REEXAMEN

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;
- A minima, tous les *4 ans*, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent ;
- En cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Dans le cadre de la mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), la collectivité est libre de définir le nombre de groupes de fonctions par catégorie hiérarchique et les fonctions qui en relèvent. Au sein de la collectivité, il a été créé des groupes de fonctions qui vont permettre de regrouper les fonctions de niveau sensiblement équivalent. La collectivité a décidé de suivre les recommandations formulées dans les textes et a instauré :

- 4 groupes de fonctions pour les emplois relevant de la catégorie A
- 3 groupes de fonctions pour les emplois relevant de la catégorie B
- 2 groupes de fonctions pour les emplois relevant de la catégorie C

Les groupes de fonctions sont hiérarchisés, le « groupe 1 » devant être réservé aux postes avec le plus de management ou de technicité pour chaque catégorie. Pour chaque groupe de fonction, une définition est apportée pour mieux appréhender le niveau de fonction attendu.

| | | |
|-------------|----|---|
| Catégorie A | A1 | Fonctions stratégiques avec des missions d'arbitrage et de décisions |
| | A2 | Fonctions de directeur ou encadrement d'une structure avec une très grande transversalité du domaine d'activité et/ou ayant un impact déterminant pour la collectivité |
| | A3 | Fonctions d'encadrement, de conception, d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques qui impliquent une forte expertise et des missions avec des enjeux importants pour la collectivité |
| | A4 | Fonctions d'encadrement de proximité ou encadrement fonctionnel et/ou fonction de coordination et de pilotage avec la conduite de projet ou des missions d'expertise |
| Catégorie B | B1 | Fonctions avec de l'encadrement de proximité ou encadrement fonctionnel et/ou nécessitant un niveau d'expertise supérieur à B2 ou un rôle de conseil voire un rôle de référent |
| | B2 | Fonctions nécessitant des connaissances avancées pour des tâches de gestion complexes ou comportant de l'encadrement fonctionnel |
| | B3 | Fonctions nécessitant des connaissances généralistes ou avancées pour des tâches de gestion, d'application ou de contribution |
| Catégorie C | C1 | Fonctions nécessitant des connaissances avancées et/ou une technicité particulière avec de l'encadrement de proximité |
| | C2 | Fonctions nécessitant des connaissances de base et/ou intermédiaire pour des tâches d'exécution et d'application des règles |

Bénéficieront de l'IFSE, les cadres d'emplois et emplois énumérés ci-après :

◆ **Filière administrative**

Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des administrateurs civils de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

| Cadre d'emplois des administrateurs (A) | | | | | | |
|---|---------------------------------------|---|-----------------------------|----------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle au | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Directeur général de la collectivité | 49 980 € | 24 000 € | 26 400 € | 24 000 € | 36 000€ |
| Groupe 2 | Directeur général adjoint ou assimilé | 49 920€ | 18 000 € | 20 400 € | 18 000€ | 30 000€ |
| Groupe 3 | Responsable de pôle | 42 330€ | 11 388 € | 12 000 € | 10 800€ | 24 000€ |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des **attachés d'administration** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

| Cadre d'emplois des attachés (A) | | | | | | |
|----------------------------------|--|---|-----------------------------|----------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle au | Borne « médiane » annuelle au |
| | | | | | A compter du 01/04/2023 | |
| Groupe 1 | Directeur général de la collectivité | 36 210 € | 24 000 € | 26 400 € | 24 000 € | 36 000€ |
| Groupe 1 bis | Directeur général adjoint ou assimilé | 36 210 € | 18 000 € | 20 400 € | 18 000€ | 30 000€ |
| Groupe 2 | Responsable de pôle | 32 130 € | 11 388 € | 12 000 € | 10 800€ | 24 000€ |
| Groupe 2 bis | Directeur / coordinateur | 32 130 € | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 3 | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités, responsable d service spécificités | 25 500 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 3 bis | Responsable de service | 25 500 € | 4 800 € | 5 220 € | 5400€ | 8 400€ |
| Groupe 4 | Chargé d'études et / ou de projets | 20 400 € | 4 200 € | 5 220€ | 4 800€ | 7 200€ |

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des **secrétaires administratifs des administrations d'Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

| Cadre d'emplois des rédacteurs (B) | | | | | | |
|------------------------------------|---|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Directeur / coordinateur | 17 480 € | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 1 bis | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités , Responsable de service spécificités fortes | 17 480 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 1 | Responsable de service | 17 480 € | 4 800 € | 5 220 € | 5400€ | 8400€ |
| Groupe 2 | Chargé d'études et / ou de projets | 16 015 € | 4 200 € | 5 220 € | 4 800€ | 7 200€ |
| Groupe 2 bis | Chargé de missions | 16 015 € | 3 600 € | 5 220 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 ter | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers avec expertise, référent technique | 16 015 € | 3 600 € | 4 380 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 quater | Responsable de service adjoint | 16 015 € | 3 600 € | 4 380 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 3 | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers | 14 650 € | 3 240 € | 3 564 € | 3600€ | 6 000€ |
| Groupe 3 bis | Assistante de direction | 14 650 € | 2 520 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |
| Groupe 3 ter | Responsable d'équipe | 14 650 € | 3 240 € | 3 564 € | 4 200€ | 6 600€ |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

| Cadre d'emplois des adjoints administratifs (C) | | | | | | |
|---|--|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Responsable d'équipe | 11 340 € | 3 240 € | 3 564 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 1 bis | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers | 11 340 € | 3 240 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |
| Groupe 1 ter | Gestionnaire Aires des gens du voyage | 11 340 € | 3 000 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |
| Groupe 2 | Assistant administratif spécificité technique | 10 800 € | 2 520 € | 3 564 € | 3 000€ | 5 400€ |
| Groupe 2 bis | Assistant administratif, fonctions d'accueil | 10 800 € | 1 800 € | 2 868 € | 2 400€ | 4 800€ |

◆ Filière technique

Arrêté du 14 février 2019 publié au journal officiel du 28 février 2019 pris pour l'application aux corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat, transposable aux ingénieurs en chef territoriaux.

| Cadre d'emplois des ingénieurs en chef (A) | | | | | | |
|--|---------------------------------------|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Directeur général de la collectivité | 57 120€ | 24 000 € | 26 400 € | 24 000 € | 36 000€ |
| Groupe 2 | Directeur général adjoint ou assimilé | 49 980€ | 18 000 € | 20 400 € | 18 000€ | 30 000€ |
| Groupe 3 | Responsable de pôle | 46 920€ | 11 388 € | 12 000 € | 10 800€ | 24 000€ |
| Groupe 4 | Directeur/coordonateur | 42 330€ | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Arrêté du 5 novembre 2021 pris pour l'application au corps **des ingénieurs des travaux publics de l'Etat** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

| Cadre d'emplois des ingénieurs (A) | | | | | | |
|------------------------------------|--|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Directeur général de la collectivité | 46 920 € | 24 000 € | 26 400 € | 24 000 € | 36 000€ |
| Groupe 1 bis | Directeur général adjoint ou assimilé | 46 920 € | 18 000 € | 20 400 € | 18 000€ | 30 000€ |
| Groupe 2 | Responsable de pôle | 40 290 € | 11 388 € | 12 000 € | 10 800€ | 24 000€ |
| Groupe 2 bis | Directeur / coordinateur | 40 290 € | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 2 ter | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 40 290 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 3 | Responsable de service spécificités fortes | 36 000€ | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 3 bis | Responsable de service | 36 000€ | 4 800 € | 5 220 € | 5400€ | 8 400€ |
| Groupe 4 | Chargé d'études et / ou de projets | 31 450€ | 4 200 € | 5 220€ | 4 800€ | 7 200€ |

Arrêté du 5 novembre 2021 pris pour l'application au corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

| Cadre d'emplois des techniciens (B) | | | | | | |
|-------------------------------------|---|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Directeur / coordinateur | 19 660 € | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 1 bis | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 19 660 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 1 ter | Responsable de service spécificités fortes | 19 660 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 1 quater | Responsable de service | 19 660 € | 4 800 € | 5 220 € | 5400€ | 8 400€ |
| Groupe 2 | Chargé d'études et / ou de projets Technicien informatique / SIG | 18 580 € | 4 200 € | 5 220 € | 4 800€ | 7 200€ |
| Groupe 2 bis | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers avec expertise, référent technique | 18 580 € | 3 600 € | 4 380 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 ter | Responsable de service adjoint | 18 580 € | 3 600 € | 4 380 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 3 | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers, technicien | 17 500 € | 3 240 € | 3 564 € | 3600€ | 6 000€ |
| Groupe 3 bis | Responsable d'équipe | 17 500 € | 2 520 € | 3 564 € | 4 200€ | 6 600€ |

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps **d'adjoints techniques des administrations** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

| Cadre d'emplois des adjoints techniques (C) | | | | | | |
|---|---|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers, technicien | 11 340 € | 3 240 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |
| Groupe 1 bis | Responsable d'équipe | 11 340 € | 3 240 € | 3 564 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 1 ter | Gestionnaire Aires des gens du voyage | 11 340 € | 3 000 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |
| Groupe 2 | Agent technique (spécificité technique) – Agent de maintenance et d'accueil | 10 800 € | 2 520 € | 2 868 € | 3 000€ | 5 400€ |
| Groupe 2 bis | Agent technique – Agent de crèche | 10 800 € | 1 800 € | 2 868 € | 2 400€ | 4 800€ |

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps **d'adjoints techniques des administrations** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

| Cadre d'emplois des agents de maîtrise (C) | | | | | | |
|--|--|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers, technicien | 11 340 € | 3 240 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |
| Groupe 1 bis | Responsable d'équipe | 11 340 € | 3 240 € | 3 564 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 | Agent technique (spécificité technique) | 10 800 € | 2 520 € | 2 868 € | 3 000€ | 5 400€ |
| Groupe 2 bis | Agent technique | 10 800 € | 1 800 € | 2 868 € | 2 400€ | 4 800€ |

◆ Filière médico-sociale

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application du décret n°2014-513 au corps **des conseillers techniques de service social** des administrations de l'Etat transposable aux conseillers territoriaux socio-éducatifs.

| Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatif (A) | | | | | | |
|--|--|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Responsable de pôle | 25 500 € | 11 388 € | 12 000 € | 10 800€ | 24 000€ |
| Groupe 1 bis | Directeur / coordinateur | 25 500 € | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 2 | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 20 400 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 2 bis | Responsable de service spécificités fortes | 20 400 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 2 ter | Responsable de service | 20 400 € | 4 800 € | 5 220 € | 5400€ | 8 400€ |
| Groupe 2 quater | Chargé d'études et / ou de projets | 20 400 € | 4 200 € | 5 220 € | 4 800€ | 7 200€ |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat(équivalence provisoire) dans l'attente du corps des Cadres de santé paramédicaux civils du ministère de la défense ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, transposable aux cadres d'emplois des Cadre territoriaux de santé infirmiers, Puéricultrice cadre de santé, sages-femmes territoriales,

| Cadre d'emplois des Cadre territoriaux de santé infirmiers, Puéricultrice cadre de santé(A) | | | | | | |
|---|--|---------------------------------|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant de l'IFSE | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| | | | | | A compter du 01/04/2023 | |
| Groupe 1 | Responsable de pôles | 25 500 € | 11 388€ | 12 000 € | 10 800€ | 24 000€ |
| Groupe bis 1 | Directeur coordinateur | 25 500€ | 7 776€ | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe ter 1 | Responsable de service avec spécificité forte | 25 500€ | 5940€ | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe quater 1 | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 25 500€ | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 2 | Chargé d'études et / ou de projets | 20 400€ | 4 200€ | 5 220 € | 4 800€ | 7 200€ |
| Groupe bis 2 | Responsable de service | 20 400 € | 4 800€ | 5 220 € | 5400€ | 8 400€ |
| Groupe ter 2 | Responsable de service adjoint | 20 400 € | 3600€ | 4 380€ | 4 200€ | 6 600€ |

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des Infirmiers en soins généraux, Puéricultrice, Assistant socio-éducatif(A) | | | | | | |
|--|---|--------------------------------|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant de l'IFSE | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Responsable de service spécificités fortes | 19 480 € | 5940€ | 7200€ | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 1bis | Responsable de service | 19 480 € | 4800€ | 5220€ | 5 400€ | 8 400€ |
| Groupe 2 | Responsable de service adjoint | 15 300 € | 3600€ | 4380€ | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 bis | Responsable d'équipe | 15 300 € | 3240€ | 3564€ | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 ter | Assistant socio-éducatif – (Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers) | 15 300 € | 3240€ | 3564€ | 3 600€ | 6 000€ |

Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des Educateurs de jeunes enfants (A) | | | | | | |
|--|--|--------------------------------|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant de l'IFSE | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Educateur de jeunes enfants responsable de service | 14 000 € | 4800€ | 5220€ | 5 400€ | 8 400€ |
| Groupe 2 | Educateurs de jeunes enfants, responsable adjoint | 13 500 € | 3600€ | 4380€ | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 3 | Educateurs de jeunes enfants | 13 000 € | 3240€ | 3564€ | 4 200€ | 6 600€ |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.

| Cadre d'emplois des agents sociaux (C) | | | | | | |
|--|-------------------------------|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| | | | | | A compter du 01/04/2023 | |
| Groupe 1 | Responsable d'équipe | 11 340 € | 3 240 € | 3564€ | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 | Agent social | 10 800 € | 1 284 € | 1 500 € | 2 400€ | 4 800€ |

IFSE du cadre d'emploi des auxiliaires de puériculture :

Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application aux corps des aides-soignants civils du ministère de la défense Equivalence provisoire : Infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture (C) | | | | | | |
|---|--|--------------------------------|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant de l'IFSE | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| | | | | | A compter du 01/04/2023 | |
| Groupe 1 | Auxiliaires de puériculture avec spécificité | 9 000 € | 3240€ | 3564€ | 3 600€ | 6 000€ |
| Groupe 1 bis | Auxiliaires de puériculture responsable d'équipe | 9 000 € | 3240€ | 3564€ | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 | Auxiliaires de puériculture | 8 010 € | 2520€ | 2868€ | 3 600€ | 6 000€ |

◆ Filière culturelle

Arrêté du 3 juin 2015 fixant pour le corps des Personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation Equivalence provisoire : Attachés d'administration de l'Etat (services déconcentrés) cadre d'emplois des directeurs d'établissement d'enseignement artistique par assimilation pour la FPT, les montants minimaux pouvant être alloués et les montants maximaux pouvant être alloués par groupes de fonctions.

| Cadre d'emplois des Directeurs d'établissement d'enseignement artistique(A) | | | | | | |
|---|--|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Directeur général de la collectivité | 36 210€ | 24 000 € | 26 400 € | 24 000 € | 36 000€ |
| Groupe 1 bis | Directeur général adjoint ou assimilé | 36 210€ | 18 000 € | 20 400 € | 18 000€ | 30 000€ |
| Groupe 2 | Responsable de pôle | 32 130€ | 11 388 € | 12 000 € | 10 800€ | 24 000€ |
| Groupe 2 bis | Directeur / coordinateur | 32 130€ | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 3 | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 25 500€ | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 3bis | Responsable de service spécificités fortes | 25 500€ | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 4 | Responsable de service | 20 400€ | 4 800€ | 5 220€ | 5 400€ | 8 400€ |
| Groupe bis | Chargé d'études et / ou de projets | 20 400€ | 4 200€ | 5 220€ | 4 800€ | 7 200€ |

Arrêté du 7 décembre 2017 fixant pour le corps des conservateurs du patrimoine de la FPE (cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine par assimilation pour la FPT), les montants minimaux pouvant être alloués et les montants maximaux pouvant être alloués par groupes de fonctions.

| Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine (A) | | | | | | |
|--|--|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Directeur général de la collectivité | 46 920€ | 24 000 € | 26 400 € | 24 000 € | 36 000€ |
| Groupe 1 bis | Directeur général adjoint ou assimilé | 46 920€ | 18 000 € | 20 400 € | 18 000€ | 30 000€ |
| Groupe 2 | Responsable de pôle | 40 290€ | 11 388 € | 12 000 € | 10 800€ | 24 000€ |
| Groupe 2 bis | Directeur / coordinateur | 40 290€ | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 3 | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 34 450 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 3 bis | Responsable de service spécificités fortes | 34 450 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 4 | Responsable de service | 31 450 € | 4 800 € | 5 220€ | 5 400€ | 8 400€ |
| Groupe 4 bis | Chargé d'études et / ou de projets | 31 450 € | 4 200 € | 5 220€ | 4 800€ | 7 200€ |

Arrêté du 14 mai 2018 publié au journal officiel du 26 mai 2018 pris pour l'application aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques

| Cadre d'emplois des conservateurs de bibliothèques (A) | | | | | | |
|--|--|--------------------------------|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées (à titre indicatif) | Montant de l'IFSE | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Responsable de pôle | 34 000 € | 11 388 € | 12 000 € | 10 800€ | 24 000€ |
| Groupe 1 bis | Directeur / coordinateur | 34 000 € | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 2 | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 31 450 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 2 bis | Responsable de service spécificités fortes | 31 450 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 3 | Responsable de service | 29 750 € | 4 800 € | 5 220€ | 5 400€ | 8 400€ |
| Groupe 3 bis | Chargé d'études et / ou de projets | 29 750 € | 4 200 € | 5 220€ | 4 800€ | 7 200€ |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques

| Cadre d'emplois des attachés de conservation (A) - Bibliothécaire | | | | | | |
|---|--|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| | | | | | A compter du 01/04/2023 | |
| Groupe 1 | Responsable de pôle | 29 750€ | 11 388 € | 12 000 € | 10 800€ | 24 000€ |
| Groupe 1 bis | Directeur / coordinateur | 29 750€ | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 2 | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 27 200€ | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 2 bis | Responsable de service spécificités fortes | 27 200€ | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 2 ter | Responsable de service | 27 200€ | 4 800 € | 5 220€ | 5 400€ | 8 400€ |
| Groupe 2 quater | Chargé d'études et / ou de projets | 27 200€ | 4 200 € | 5 220€ | 4 800€ | 7 200€ |

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques

| Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques (B) | | | | | | |
|---|---|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| | | | | | A compter du 01/04/2023 | |
| Groupe 1 | Directeur / coordinateur | 16 720€ | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 1 bis | Responsable de service spécificités fortes | 16 720€ | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 1 ter | Responsable de service | 16 720€ | 4 800 € | 5 220€ | 5 400€ | 8 400€ |
| Groupe 1 quater | Assistant de conservation référent | 16 720€ | 3 600 € | 4 380 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 | Responsable de service adjoint | 14 960€ | 3 600 € | 4 380 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 bis | Assistant de conservation - médiateur culturel référent | 14 960€ | 3 240 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |
| Groupe 2 ter | Responsable d'équipe | 14 960€ | 3 240 € | 3 564 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 2 quater | Médiateur culturel | 14 960€ | 2 520 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret no 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine (C) | | | | | | |
|--|---|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Médiateur culturel référent | 11 340 € | 3 240 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |
| Groupe 1 bis | Responsable d'équipe | 11 340 € | 3 240 € | 3 564 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 1 ter | Médiateur culturel | 11 340 € | 2 520 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |
| Groupe 2 | Agent d'accueil et de surveillance des musées – agent de bibliothèque | 10 800 € | 2 520 € | 2 868 € | 3 000€ | 5 400€ |
| Groupe 2 bis | Adjoint du patrimoine | 10 800 € | 1 800 € | 2 868 € | 2 400€ | 4 800€ |

◆ Filière sportive

Arrêté du 23 décembre 2016 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse d'Etat, équivalence provisoire : Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (services déconcentrés) dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les activités physiques et sportives.

| Conseiller des APS (A) | | | | | | |
|-------------------------|--|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle au |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Directeur - coordinateur | 25 500 € | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 1 bis | Responsable de service spécificités fortes | 25 500€ | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 2 | Responsable de service | 20 400 € | 4 800 € | 5 220€ | 5 400€ | 8 400€ |

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les activités physiques et sportives.

| Educateur des APS (B) | | | | | | |
|-----------------------|--|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| | | | | | A compter du 01/04/2023 | |
| Groupe 1 | Directeur - coordinateur | 17 480 € | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 1 bis | Responsable de service spécificités fortes | 17 480 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 2 | Responsable de service | 16 015 € | 4 800 € | 5 220€ | 5 400€ | 8 400€ |
| Groupe 2 | Responsable d'équipe | 16 015 € | 3 240 € | 3 564 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 3 | ETAPS | 14 650 € | 3 240 € | 4 380 € | 4 200€ | 6 600€ |

◆ Filière animation

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux.

| Animateur (B) | | | | | | |
|----------------------|--|---|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle au |
| | | | | | A compter du 01/04/2023 | |
| Groupe 1 | Directeur - coordinateur | 17 480 € | 7 776 € | 10 080 € | 9 600€ | 14 400€ |
| Groupe 1 bis | Responsable de service spécificités fortes | 17 480 € | 5 940 € | 7 200 € | 6 600€ | 9 600€ |
| Groupe 2 | Responsable de service | 16 015 € | 4 800 € | 5 220€ | 5 400€ | 8 400€ |
| Groupe 3 | Responsable d'équipe | 14 650 € | 3 240 € | 3 564 € | 4 200€ | 6 600€ |
| Groupe 3 bis | Animateur | 14 650 € | 2 520 € | 3 564 € | 3 600€ | 6 000€ |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations d'Etat** transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.

| Adjoint d'animation (C) | | | | | | |
|-------------------------|------------------------------------|---|---------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'IFSE applicable dans la collectivité (brut) | | | | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne « plancher annuelle | Borne « médiane » annuelle | Borne « plancher » annuelle | Borne « médiane » annuelle |
| A compter du 01/04/2023 | | | | | | |
| Groupe 1 | Agent d'animation forte technicité | 11 340 € | 2 520 € | 2 868 € | 3 000€ | 5 400€ |
| Groupe 2 | Agent d'animation | 10 800 € | 1 800 € | 2 868 € | 2 400€ | 4 800€ |

MODULATION INDIVIDUELLE DE L'IFSE DU FAIT DE CERTAINES MISSIONS :

Dans le respect des plafonds annuels réglementaires, le montant de l'IFSE pourra être augmenté pour tenir compte de sujétions particulières. Dès lors que l'agent occupe les missions ci-dessous énumérées, il verra le montant de son IFSE augmenter à due concurrence. Dès que cette activité prendra fin, il retrouvera son régime indemnitaire de base.

Cette spécificité se matérialisera sur le bulletin de paye via une ligne spécifique : « IFSE spécifique »

➤ **GESTION D'UNE REGIE**

L'« IFSE régie » se substitue à l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avance et de recettes.

Elle est fixée en référence à l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents.

Elle sera versée mensuellement.

| RÉGISSEUR D'AVANCES | RÉGISSEUR DE RECETTES | RÉGISSEUR D'AVANCES et de recettes | MONTANT du cautionnement (en euros) | MONTANT de l'IFSE régie annuelle (en euros) |
|---|--|--|---|--|
| Montant maximum de l'avance pouvant être consentie | Montant moyen des recettes encaissées mensuellement | Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement | | |
| Jusqu'à 1 220 | Jusqu'à 1 220 | Jusqu'à 2 440 | - | 110 |
| De 1 221 à 3 000 | De 1 221 à 3 000 | De 2 441 à 3 000 | 300 | 110 |
| De 3 001 à 4 600 | De 3 001 à 4 600 | De 3 000 à 4 600 | 460 | 120 |
| De 4 601 à 7 600 | De 4 601 à 7 600 | De 4 601 à 7 600 | 760 | 140 |
| De 7 601 à 12 200 | De 7 601 à 12 200 | De 7 601 à 12 200 | 1 220 | 160 |
| De 12 200 à 18 000 | De 12 201 à 18 000 | De 12 201 à 18 000 | 1 800 | 200 |
| De 18 001 à 38 000 | De 18 001 à 38 000 | De 18 001 à 38 000 | 3 800 | 320 |
| De 38 001 à 53 000 | De 38 001 à 53 000 | De 38 001 à 53 000 | 4 600 | 410 |
| De 53 001 à 76 000 | De 53 001 à 76 000 | De 53 001 à 76 000 | 5 300 | 550 |
| De 76 001 à 150 000 | De 76 001 à 150 000 | De 76 001 à 150 000 | 6 100 | 640 |
| De 150 001 à 300 000 | De 150 001 à 300 000 | De 150 001 à 300 000 | 6 900 | 690 |
| De 300 001 à 760 000 | De 300 001 à 760 000 | De 300 001 à 760 000 | 7 600 | 820 |
| De 760 001 à 1 500 000 | De 760 001 à 1 500 000 | De 760 001 à 1 500 000 | 8 800 | 1 050 |
| Au delà de 1 500 000 | Au delà de 1 500 000 | Au delà de 1 500 000 | 1 500 par tranche de 1 500 000 | 46 par tranche de 1 500 000 |

➤ **PARTICIPATION A DES PROJETS TRANSVERSAUX (ASSISTANTS DE PREVENTION ; ACCUEIL DE STAGIAIRES DE LONGUE DUREE ; SERVICES CIVIQUES, APPRENTISSAGE ...) A L'EXCLUSION DES AGENTS PERCEVANT LA NBI A CET EFFET OU DE CEUX DONT L'IFSE PREND DEJA EN COMPTE CES MISSIONS :**

Le montant de l'IFSE spécifique « projets transversaux » sera déterminé par l'autorité territoriale en tenant compte de la nature du projet et de sa durée dans le temps. Elle sera versée en une fois au cours du dernier semestre de l'année sur présentation d'un état justificatif des projets suivis.

➤ **INTERIM PAR UN AGENT D'UN COLLEGUE DONT LE TEMPS DE TRAVAIL EST AU MOINS EGAL A 60% DU TEMPS COMPLET, POUR UNE PERIODE SUPERIEURE A 3 MOIS CONSECUTIFS :**

Le montant de l'IFSE spécifique « intérim » sera déterminé par l'autorité territoriale en tenant compte des fonctions habituelles de l'agent et des missions supplémentaires qui lui sont confiées au titre de cet intérim ainsi que du montant du régime indemnitaire versé à l'agent remplacé.

➤ **INDEMNITE POUR TRAVAIL NORMAL DE NUIT ET INDEMNITE HORAIRE POUR TRAVAIL DE DIMANCHE ET JOURS FERIES**

Une IFSE spécifique sera allouée aux agents qui assurent totalement ou partiellement leur service entre 21 heures et 6 heures dans le cadre de leur durée réglementaire de travail. Ces horaires doivent être liés aux nécessités de service et non à des aménagements horaires sollicités par les agents (ex : horaires d'été).

Le taux horaire de cette IFSE est de : 0.80 € brut / heure effective de travail

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Pour ce qui est de l'IFSE liée au travail le dimanche ou jour férié, elle est versée aux agents qui assurent leur service le dimanche ou jour férié de 6 heures à 21 heures dans le cadre de la durée réglementaire du travail.

Le taux horaire de cette IFSE est de : 0.74 € brut / heure effective de travail

➤ **INDEMNITE DE CHLORE**

Une IFSE spécifique « IFSE chlore » sera allouée aux agents qui accomplissent des travaux présentant des risques d'accidents corporels ou de lésions organiques de type : utilisation en local clos de produits tels que le chlore ou l'ammoniaque.

| Nombre de base | Montant en € |
|----------------|--------------|
| ½ taux | 0.52 € |

➤ **INDEMNITE POUR TRAVAIL DOMINICAL REGULIER**

L'« IFSE travail dominical » se substitue à l'indemnité pour travail dominical régulier allouée aux adjoints territoriaux du patrimoine.

Elle est fixée en référence au décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, du décret n°2002-857 du 3 mai 2002 et de l'arrêté ministériel du 23 février 2012

Elle sera versée mensuellement aux adjoints territoriaux du patrimoine et par extension aux agents de catégorie C occupant des fonctions similaires à celles pour laquelle cette indemnité est versée.

Elle se calcule comme suit :

| Montant alloué par dimanche travaillé | Montant brut |
|---|--------------|
| Du 1 ^{er} au 9 ^{ème} dimanche | 96.24 € |
| Majoration du 11 ^{ème} au 18 ^{ème} dimanche | 45.90 € |
| Majoration à partir du 19 ^{ème} dimanche | 52.46 € |

Les jours fériés ne sont pas considérés comme des dimanches et sont donc exclus du décompte et de l'indemnisation.

MODULATION INDIVIDUELLE DE L'IFSE EN LIEN AVEC L'AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Une modulation individuelle de l'IFSE va être réalisée à partir de 2018 pour les agents en activité avant le 31 décembre 2017 en qualité de stagiaire, titulaire ou contractuel avec stagiairisation sur l'année 2018 dès lors qu'ils ont vu leur temps de travail augmenter avec la fusion.

En effet, à l'occasion de la négociation syndicale et dans un souci d'équité il a été décidé de moduler l'IFSE des agents dont la politique salariale de la précédente Communauté de Commune avait été de donner des jours de congés plutôt que d'augmenter le régime indemnitaire.

Elle s'appliquera comme suit :

| | 2018 | 2019 | 2020 et les années suivantes |
|-------------------------|------------------|------------------|------------------------------|
| Montant versé par agent | 10 € brut / mois | 20 € brut / mois | 30 € brut / mois |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Cette modulation individuelle fera partie intégrante de l'IFSE et sera donc soumise aux mêmes modalités d'application (quotité temps de travail, absentéisme...)

MODULATION DE L'IFSE DU FAIT DES ABSENCES

En l'absence de dispositions réglementaires, un agent ne peut pas prétendre au versement de son régime indemnitaire pendant sa période de congés pour indisponibilité physique. Il convient de délibérer sur les modalités de versement de l'IFSE :

- En cas de congé maladie ordinaire,
L'IFSE est maintenue puis diminuée de 1/30^{ème} par jour d'absence :
- à partir du 30^{ème} jour d'arrêt maladie consécutif sur l'année civile hors certificat d'hospitalisation suite à intervention chirurgicale pour lequel un délai de 3 mois est appliqué ;
ou
- à partir du 1^{er} jour d'absence du 6^{ème} arrêt maladie de l'agent sur l'année civile.

- de congé pour maladie professionnelle ou accident de service/accident du travail, reprise à temps partiel thérapeutique suite à l'un de ces événements :
L'IFSE est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement

- En cas de congé de longue maladie (CLM) et de congé de longue durée (CLD) :
Le versement du régime indemnitaire est interrompu dès le placement en CLM ou CLD.

- En cas de congés annuels, de congés de maternité ou pour adoption, et de congé paternité, l'IFSE est maintenue intégralement.

Dans tous les cas, le régime indemnitaire sera restauré dès la reprise d'activité de l'agent.

MAINTIEN DU REGIME INDEMNITAIRE ANTERIEUR OU CHANGEMENT D'EMPLOYEUR :

Conformément à l'article 6 du décret du 20 mai 2014 « lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent ».

A compter du 1^{er} juillet 2022, l'indemnité différentielle telle que prévue lors de la fusion des trois communautés de communes est remplacée par le dispositif suivant :

-Pour les nouveaux agents et de manière dérogatoire, le montant de l'IFSE pourra éventuellement faire l'objet d'une négociation notamment lorsque pour certains métiers en tension, la collectivité rencontre des difficultés de recrutement et a besoin d'améliorer son attractivité ou souhaite tenir compte de situations exceptionnelles au sein des services. Cette indemnité est versée mensuellement et apparaît distinctement sur le bulletin de salaire. Son montant sera proratisé en fonction du temps de travail de l'agent. Dans le cadre de la négociation, il sera nécessaire de prendre en compte la situation indemnitaire des agents déjà affectés sur des postes similaires.

Ce dispositif dérogatoire sera maintenu jusqu'à changement de groupe de fonction ou mobilité professionnelle de l'agent.

Cette « IFSE dérogatoire » fera l'objet d'un réexamen individuel annuel par l'autorité territoriale applicable uniquement aux nouveaux agents arrivés dans la collectivité après la signature de du protocole syndical de révision du régime indemnitaire.

L'agent concerné par le réexamen fera l'objet d'un accompagnement spécifique et un échéancier adapté pourra alors être déterminé avec ce dernier.

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE Date de réception préfecture : 11/07/2022 |
|---|

Un bilan, non nominatif, pourra être réalisé à la demande des membres du Comité technique sur les recrutements qui ont impliqué une dérogation à la règle (nombre d'agents, motifs...) et les situations de réexamen.

-Pour les agents déjà présents dans la collectivité et pour lesquels une indemnité différentielle existe, celle-ci ne sera plus diminuée à chaque évolution de carrière.

LES AGENTS LOGES PAR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE

Pour l'octroi de l'IFSE aux agents logés par nécessité absolue de service, il sera tenu compte des montants maximum spécifiques. Dans le respect de ces textes, il sera octroyé un montant de l'IFSE identique à celui des agents occupant le même groupe de fonctions.

ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE DU CIA : DETERMINATION DES MONTANTS MAXIMA DU CIA PAR GROUPES DE FONCTIONS

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir.

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

L'enveloppe du CIA sera fonction du montant non dépensé suite à la mise en œuvre de la modulation absentéisme de l'IFSE de l'année n - 1.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel au cours du 1^{er} semestre de l'année n + 1.

Ce complément n'est pas obligatoirement reconductible d'une année sur l'autre.

PRISE EN COMPTE DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL DES AGENTS ET DE LA MANIERE DE SERVIR

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du CIA sont appréciés au regard des critères suivants :

- L'investissement (c'est-à-dire la contribution quantitative et qualitative individuelle au service public)
- La capacité à travailler en équipe (contribution au collectif de travail)
- La connaissance de son domaine d'intervention
- La capacité à s'adapter aux exigences du poste
- L'implication dans les projets du service, la réalisation d'objectifs...
- Et plus généralement le sens du service public

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année N-1.

Il sera tenu compte des projets exceptionnels menés par l'agent au cours de l'année de référence ainsi que des contraintes de son service d'appartenance (absentéisme, projet nouveau...).

Un état du profil administratif des agents concernés par ce dispositif sera réalisé auprès du Comité Technique.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Le CIA pourra être attribué aux agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-après, dans la limite des plafonds suivants, eu égard au groupe de fonctions dont ils relèvent au titre de l'IFSE :

◆ **Filière administrative**

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

| Cadre d'emplois des attachés et secrétaires de mairie (A) | | | |
|---|--|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Directeur général de la collectivité | 6 390 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | Directeur général adjoint ou assimilé | 6 390 € | |
| Groupe 2 | Responsable de pôle | 5 670 € | |
| Groupe 2 bis | Directeur / coordinateur | 5 670 € | |
| Groupe 3 | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 4 500 € | |
| Groupe 3 bis | Responsable de service spécificités fortes | 4 500 € | |
| Groupe 4 | Responsable de service | 3 600 € | |
| Groupe 4 bis | Chargé d'études et / ou de projets | 3 600 € | |

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

| Cadre d'emplois des rédacteurs (B) | | | |
|------------------------------------|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Directeur / coordinateur | 2 380 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 2 380 € | |
| Groupe 1 ter | Responsable de service spécificités fortes | 2 380 € | |
| Groupe 1 quater | Responsable de service | 2 380 € | |
| Groupe 2 | Chargé d'études et / ou de projets | 2 185 € | |
| Groupe 2 bis | Chargé de missions | 2 185 € | |
| Groupe 2 ter | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers avec expertise, référent technique | 2 185 € | |
| Groupe 2 quater | Responsable de service adjoint | 2 185 € | |
| Groupe 3 | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers | 1 995 € | |
| Groupe 3 bis | Assistante de direction | 1 995 € | |
| Groupe 3 ter | Responsable d'équipe | 1 995 € | |

Accusé de réception en préfecture
 063-20070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

| Cadre d'emplois des adjoints administratifs (C) | | | |
|---|--|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Responsable d'équipe | 1 260 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers | 1 260 € | |
| Groupe 1 ter | Gestionnaire Aires des gens du voyage | 1 260 € | |
| Groupe 2 | Assistant administratif spécificité technique | 1 200 € | |
| Groupe 2 bis | Assistant administratif, fonctions d'accueil | 1 200 € | |

◆ Filière technique

arrêté du 14 février 2019 publié au journal officiel du 28 février 2019 pris pour l'application aux corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat, transposable aux ingénieurs en chef territoriaux :

| Cadre d'emplois des ingénieurs en chef (A) | | | |
|--|---------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Directeur général de la collectivité | 10 080€ | 500 € |
| Groupe 2 | Directeur général adjoint ou assimilé | 8 820€ | |
| Groupe 3 | Responsable de pôle | 8 280€ | |
| Groupe 4 | Chargé d'études et /ou de projets | 7 470€ | |

Arrêté du 5 novembre 2021 pris pour l'application au corps **des ingénieurs des travaux publics de l'Etat** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des ingénieurs (A) | | | |
|------------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Directeur général de la collectivité | 8 280€ | 500 € |
| Groupe 1 bis | Directeur général adjoint ou assimilé | 8 280 € | |
| Groupe 2 | Responsable de pôle | 7 110 € | |
| Groupe 2 bis | Directeur / coordinateur | 7 110 € | |
| Groupes 2 ter | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 7 110 € | |
| Groupe 3 | Responsable de service spécificités fortes | 6 350 € | |
| Groupe 3 bis | Responsable de service | 6 350 € | |
| Groupe 4 | Chargé d'études et / ou de projets | 5 550 € | |

Arrêté du 5 novembre 2021 pris pour l'application au corps **des techniciens supérieurs du développement durable** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des techniciens (B) | | | |
|-------------------------------------|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Directeur / coordinateur | 2 680 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 2 680 € | |
| Groupe 1 ter | Responsable de service spécificités fortes | 2 680 € | |
| Groupe 1 quater | Responsable de service | 2 680 € | |
| Groupe 2 | Chargé d'études et / ou de projets Technicien informatique / SIG | 2 535 € | |
| Groupe 2 bis | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers avec expertise, référent technique | 2 535 € | |
| Groupe 2 ter | Responsable de service adjoint | 2 535 € | |
| Groupe 3 | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers, technicien | 2 385 € | |
| Groupe 3 bis | Responsable d'équipe | 2 385 € | |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des adjoints techniques (C) | | | |
|---|---|---------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers, technicien | 1 260 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | Responsable d'équipe | 1 260 € | |
| Groupe 1 ter | Gestionnaire Aires des gens du voyage | 1 260 € | |
| Groupe 2 | Agent technique (spécificité technique) – Agent de maintenance et d'accueil | 1 200 € | |
| Groupe 2 bis | Agent technique – Agent de crèche | 1 200 € | |

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

| Cadre d'emplois des agents de maîtrise (C) | | | |
|--|--|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers, technicien | 1 260 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | Responsable d'équipe | 1 260 € | |
| Groupe 2 | Agent technique (spécificité technique) | 1 200 € | |
| Groupe 2 bis | Agent technique | 1 200 € | |

◆ Filière médico-sociale

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application du décret n°2014-513 au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat transposable aux conseillers territoriaux socio-éducatifs.

| Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatif (A) | | | |
|--|--|---------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Responsable de pôle | 4 500 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | Directeur / coordinateur | 4 500 € | |
| Groupe 2 | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 3 600 € | |
| Groupe 2 bis | Responsable de service spécificités fortes | 3 600 € | |
| Groupe 2 ter | Responsable de service | 3 600 € | |
| Groupe 2 quater | Chargé d'études et / ou de projets | 3 600 € | |

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des Cadres territoriaux de santé infirmier, Puéricultrice cadre de santé(A) | | | |
|---|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées (à titre indicatif) | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Responsable de pôles | 4 500 € | 500€ |
| Groupe 1 bis | Directeur coordinateur | 4 500 € | |
| Groupe 1 ter | Responsable de service avec spécificité forte | 4 500 € | |
| Groupe 1 quater | Chargé d'études et/ou projets avec fortes responsabilités | 4 500 € | |
| Groupe 2 | Chargé d'études et/ou projets | 3 600 € | |
| Groupe 2 bis | Responsable de service | 3 600 € | |
| Groupe 2 ter | Responsable de service adjoint | 3 600 € | |

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des Infirmiers en soins généraux, Puéricultrice, Assistant socio-éducatif (A) | | | |
|---|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Responsable de service spécificités fortes | 3 440 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | Responsable de service | 3 440 € | |
| Groupe 2 | Responsable de service adjoint | 2 700 € | |
| Groupe 2 bis | Responsable d'équipe | 2 700 € | |
| Groupe 2 ter | Assistant socio-éducatif – (Poste d'instruction – gestionnaire de dossiers) | 2 700 € | |

Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des Educateurs de jeunes enfants (A) | | | |
|--|---|---------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Educateur de jeunes enfants, responsable de service | 1 680 € | 500 € |
| Groupe 2 | Educateurs de jeunes enfants avec spécificité | 1 620 € | |
| Groupe 3 | Educateurs de jeunes enfants | 1 560 € | |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.

| Cadre d'emplois des agents sociaux (C) | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Responsable d'équipe | 1 260 € | 500 € |
| Groupe 2 | Agent social | 1 200 € | |

CIA du cadre d'emploi des auxiliaires de puériculture :

Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application aux corps des aides-soignants civils du ministère de la défense
 Equivalence provisoire : Infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat des
 dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte
 des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture (B) | | | |
|---|---|---------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | <i>Auxiliaires de puériculture avec spécificité</i> | 1 230 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | <i>Auxiliaires de puériculture responsable d'équipe</i> | 1 230 € | |
| Groupe 2 | <i>Auxiliaires de puériculture</i> | 1 090 € | |

◆ Filière culturelle

Arrêté du 7 décembre 2017 fixant pour le corps des conservateurs du patrimoine de la FPE (cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine par assimilation pour la FPT), les montants minimaux pouvant être alloués et les montants maximaux pouvant être alloués par groupes de fonctions.

| Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine (A) | | | |
|--|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | <i>Directeur général de la collectivité</i> | 8 280 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | <i>Directeur général adjoint ou assimilé</i> | 8 280 € | |
| Groupe 2 | <i>Responsable de pôle</i> | 7 110 € | |
| Groupe 2 bis | <i>Directeur / coordinateur</i> | 7 110 € | |
| Groupe 3 | <i>Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités</i> | 6 080 € | |
| Groupe 3 bis | <i>Responsable de service spécificités fortes</i> | 6 080 € | |
| Groupe 4 | <i>Responsable de service</i> | 5 550 € | |
| Groupe 4 bis | <i>Chargé d'études et / ou de projets</i> | 5 550 € | |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques.

| Cadre d'emplois des conservateurs de bibliothèques (A) | | | |
|--|--|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées (à titre indicatif) | Montant annuel du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Responsable de pôle | 6 000 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | Directeur/coordonateur | 6 000 € | |
| Groupe 2 | Chargé d'études et/ou de projets avec fortes responsabilités | 5 550 € | |
| Groupe 2 bis | Responsable de service spécificités fortes | 5 550 € | |
| Groupe 3 | Responsable de service | 5 250 € | |
| Groupe 3 bis | Chargé d'études et/ou de projets | 5 250 € | |

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques

| Cadre d'emplois des attachés de conservation (A) Bibliothécaire | | | |
|---|--|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Responsable de pôle | 5 250€ | 500 € |
| Groupe 1 bis | Directeur / coordonateur | 5 250€ | |
| Groupe 2 | Chargé d'études et / ou de projets avec fortes responsabilités | 4 800€ | |
| Groupe 2 bis | Responsable de service spécificités fortes | 4 800€ | |
| Groupe 2 ter | Responsable de service | 4 800€ | |
| Groupe 2 quater | Chargé d'études et / ou de projets | 4 800€ | |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques

| Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques (B) | | | |
|---|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Directeur / coordinateur | 2 280€ | 500 € |
| Groupe 1 bis | Responsable de service spécificités fortes | 2 280€ | |
| Groupe 1 ter | Responsable de service | 2 280€ | |
| Groupe 1 quater | Assistant de conservation référent | 2 280€ | |
| Groupe 2 | Responsable de service adjoint | 2 040€ | |
| Groupe 2 bis | Assistant de conservation – médiateur culturel référent | 2 040€ | |
| Groupe 2 ter | Responsable d'équipe | 2 040€ | |
| Groupe 2 quater | Médiateur culturel | 2 040€ | |

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret no 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

| Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine (C) | | | |
|--|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | Médiateur culturel référent | 1 260 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | Responsable d'équipe | 1 260 € | |
| Groupe 1 ter | Médiateur culturel | 1 260 € | |
| Groupe 2 | Agent d'accueil et de surveillance des musées – agent de bibliothèque | 1 200 € | |
| Groupe 2 bis | Adjoint du patrimoine | 1 200 € | |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

◆ Filière sportive

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les activités physiques et sportives.

| Educateur des APS (B) | | | |
|-----------------------|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | <i>Directeur - coordinateur</i> | 2 380 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | <i>Responsable de service spécificités fortes</i> | 2 380 € | |
| Groupe 2 | <i>Responsable de service</i> | 2 185 € | |
| Groupe 2 | <i>Responsable d'équipe</i> | 2 185 € | |
| Groupe 3 | <i>ETAPS</i> | 1 995 € | |

◆ Filière animation

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux.

| Animateur (B) | | | |
|----------------------|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaire | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | <i>Directeur - coordinateur</i> | 2 380 € | 500 € |
| Groupe 1 bis | <i>Responsable de service spécificités fortes</i> | 2 380 € | |
| Groupe 2 | <i>Responsable de service</i> | 2 185 € | |
| Groupe 3 | <i>Responsable d'équipe</i> | 1 995 € | |
| Groupe 3 bis | <i>Animateur</i> | 1 995 € | |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation

| Adjoint d'animation (C) | | | |
|-------------------------|---|---------------------------------|-------------------------------------|
| Groupes De Fonctions | Emplois ou fonctions exercées | Montant du CIA | |
| | | Plafonds annuels réglementaires | Borne supérieure de la collectivité |
| Groupe 1 | <i>Agent d'animation forte technicité</i> | 1 260 € | 500 € |
| Groupe 2 | <i>Agent d'animation</i> | 1 200 € | |

Accusé de réception en préfecture
 063-200070753-20220705-DELIB2022070517-DE
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

ARTICLE 4 : CADRES D'EMPLOIS NON CONCERNES PAR LE RIFSEEP

Les cadres d'emplois ci-dessous ne sont pas concernés par le dispositif du RIFSEEP.

Les modalités de gestion de ces primes sont conformes aux modalités de gestion de l'IFSE pour ce qui concerne :

- les modulations individuelles ;
- la modulation du fait des absences ;
- le maintien du régime indemnitaire antérieur ou changement d'employeur.

Ces primes sont cumulables avec l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes.

Moyennant le respect de ces modalités de gestion, les primes suivantes s'appliquent :

Cadres d'emploi : Assistant d'enseignement artistique – professeur d'enseignement artistique

- Indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE)

Décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié ; décret n°93-55 du 15 janvier 1993 ; arrêté du 15 janvier 1993

| Cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique (B) | | |
|--|--|--|
| Emplois ou fonctions exercées | Montant annuel de l'ISOE (2 parts cumulées) | |
| | Taux moyen annuel de la part fixe : liée à l'exercice effectif de fonctions enseignantes | Taux moyen annuel de la part modulable : liée à des tâches de coordination du suivi des élèves |
| <i>Directeur Ecole de musique</i> | Plafond réglementaire : 1 213.56 € Montant moyen attribué au sein de la collectivité : 1 213.56 € | Plafond réglementaire : 1 425.84 € Montant moyen attribué au sein de la collectivité : 1 410.12 € |
| <i>Assistant d'enseignement artistique (référent)</i> | Plafond réglementaire : 1 213.56 € Montant moyen attribué au sein de la collectivité : 960 € | Plafond réglementaire : 1 425.84 € Montant moyen attribué au sein de la collectivité : 540 € |
| <i>Assistant d'enseignement artistique</i> | Plafond réglementaire : 1 213.56 € Montant moyen attribué au sein de la collectivité : 960 € | Plafond réglementaire : 1 425.84 € Montant moyen attribué au sein de la collectivité : 324 € |

- Indemnité d'heures supplémentaires d'enseignement (IHSE)

Décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié ; décret n°50-1253 du 6 octobre 1950 modifié

Attribuée au Directeur de l'Ecole de musique

| Grades | Montant annuel des HSA | |
|---|------------------------|--|
| | 1 ^{ère} heure | Par heure au-delà de la 1 ^{ère} heure |
| Professeur hors classe | 1 703.82 € | 1 419.85 € |
| Professeur classe normale | 1 548.92 € | 1 290.77 € |
| Assistant principal 1^{ère} classe | 1 143.37 € | 952.81 € |
| Assistant principal 2^{ème} classe | 1 039.43 € | 866.19 € |
| Assistant | 988.04 € | 823.37 € |

En cas d'absence, l'indemnité est réduite proportionnellement, le décompte s'effectuant sur la base de 1/270^e de l'indemnité annuelle pour chaque jour de présence.

Dans la limite du montant de référence maximum à ne pas dépasser et des critères retenus, l'autorité territoriale décidera librement du coefficient multiplicateur à appliquer.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET

1^{er} septembre 2022, sauf pour les nouvelles bornes plancher et « médian » qui s'applique à compter du 1^{er} avril 2023.

Le montant individuel des primes sera décidé par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Fait à Riom le 06 juillet 2022,

Le Président,

Frédéric BONNICHON

